

Livry-Gargan, le 21 mars 2020

à Madame la Présidente de la République hellénique Ekaterini Sakellaropoulou,  
Monsieur le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis,  
Monsieur le Ministre Giorgos Koumoutsakos, en charge de la politique migratoire,

Excellences,

C'est en tant que citoyen français, descendant en ligne directe de Constantinos Kanaris, par son fils Lycurgue, et en mémoire de ses glorieuses actions pour l'indépendance et la renommée de la Grèce, que je m'adresse à vous, concernant le sort des migrants bloqués actuellement à vos frontières avec la Turquie.

Vous connaissez la situation, et je ne reviens pas ici sur les lâchetés de l'Union Européenne qui laisse les pays de sa zone sud supporter seuls, ou presque, le poids des migrations venant d'Orient et d'Afrique. À cet égard, je dénonce depuis longtemps, avec l'ensemble des ONG concernées, les politiques ignobles du gouvernement français et les violences policières dont il se rend coupable, notamment dans le Pas-de-Calais et les Alpes Maritimes, ainsi que ses harcèlements judiciaires contre les citoyens français qui viennent en aide aux migrants et exercent leur devoir impératif d'assistance à personnes en danger.

Je sais que vous êtes aussi victimes directes - *et en premier lieu les populations des îles* - du chantage du simili-sultan qui règne aujourd'hui sur la Turquie et dont la politique n'a rien à envier à celle que vous avez dû vous-mêmes supporter dans un passé pas si lointain, et dont votre appartenance à l'Europe vous protège aujourd'hui...

Cela étant, il va de soi que les lâchetés, les chantages et les crimes des uns n'excusent pas ceux des autres : le comportement de votre police à l'égard des migrants, dont de très nombreux témoignages sont rapportés dans la presse mondiale, constitue une tache sur votre drapeau - qui est aussi un peu le mien du fait de mon ascendance -, tache qui risque de rester indélébile si vous ne prenez pas les décisions qui s'imposent à l'égard des auteurs de ces exactions et violences, d'autant plus inacceptables qu'elles sont infligées à des hommes, femmes et enfants qui ne font qu'agir pour leur survie en fuyant guerres et violences extrêmes.

Tirer à balles réelles, tenter de couler des "bateaux" de fortune, dépouiller de leurs vêtements et voler toutes les affaires personnelles de candidats à l'exil, détenir en centres secrets avant expulsions, laisser faire sinon susciter les actions violentes de nostalgiques du régime dit "des colonels", constituent autant d'atteintes intolérables au droit international et à vos *propres lois*. Ou bien ces actes sont le fait d'éléments incontrôlés de vos forces de l'ordre et je vous serais reconnaissant de me faire savoir quelles sanctions seront ou ont déjà été prises à leur égard ; ou bien ces éléments de votre police obéissaient - oubliant le devoir impératif de désobéissance à des ordres manifestement illégaux - à des ordres venus de leur hiérarchie et de responsables politiques, auquel cas votre responsabilité serait inévitablement engagée devant la justice internationale.

Je vous demande instamment, en souvenir de mon ancêtre, de cesser de déshonorer la Grèce entière par ces politiques inhumaines.

Veillez agréer, excellences, l'assurance, en fraternité hellénique, de ma considération.

Bernard Defrance, philosophe

